



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Marché public de fournitures

soumis aux dispositions du Code de la commande publique,
passé par procédure adaptée

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
CCP ECLPN 172****Tiges guides de ressorts récupérateurs pour pistolets SIG SAUER
Pro 2022 version allemande**

Sommaire

Article 1: Objet du marché public.....	3
Article 2: Mode de passation, type et décomposition de la procédure.....	3
Article 3: Durée.....	3
Article 4: Étendue du marché.....	3
Article 5: Documents contractuels.....	3
Article 6: Conditions générales d'exécution.....	4
6.1: Échanges et correspondances.....	4
6.2: Assurances.....	4
6.3: Normes et réglementations.....	4
6.4: Équivalence de références.....	4
Article 7: Confidentialité et propriété des documents techniques.....	4
Article 8: Prix.....	4
Article 9: Modalités de commande.....	5
Article 10: Délais de livraison.....	5
10.1: Tête de série.....	5
10.2: Délais.....	5
10.3: Lieu, horaires et remise de livraison.....	6
10.4: Prolongation du délai de livraison – sursis de livraison.....	6
Article 11: Paiement.....	6
11.1: Facturation.....	6
11.2: Avance.....	7
11.3: Délais de paiement et intérêts moratoires.....	7
Article 12: Clause de réexamen.....	7
Article 13: Pénalités de retard.....	8
Article 14: Garantie et service après vente.....	8
Article 15: Résiliation.....	8
Article 16: Règlement des différends.....	8
16.1: Procédure amiable.....	9
16.2: Procédure contentieuse.....	9
Article 17: Description du produit.....	10

CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1: Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet l'acquisition de 15000 tiges guides de ressort récupérateur destinés à être montés sur les pistolets SIG SAUER modèle 2022 version allemande en dotation au sein du ministère de l'intérieur.

Article 2: Mode de passation, type et décomposition de la procédure

Le présent marché public est passé en application du Code de la commande publique, par procédure adaptée en vertu des articles L. 2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-5, avec publicité adaptée en vertu de l'article R.2131-12 1°.

Le marché se compose d'un lot unique, en effet, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 3: Durée

La durée d'exécution équivaut au délai de fabrication / livraison mentionné par le titulaire dans l'acte d'engagement. Elle ne peut être supérieure au délai maximum mentionnés à l'article 10.2 du présent CCP.

Article 4: Étendue du marché

Le marché est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de 89 900 € HT.

Article 5: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant le marché, par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement ;
- le cahier des clauses particulières CCP ECLPN 172 ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement ainsi que du présent cahier des clauses particulières applicable pour l'exécution du marché lors de la notification du marché effectuée par la plateforme dématérialisée PLACE.

Article 6: Conditions générales d'exécution**6.1: Échanges et correspondances**

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution du marché sont rédigés en français. Toute notification fait courir un délai qui s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

6.2: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations du marché. Il doit être en mesure de le justifier à tout moment durant son exécution.

6.3: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les produits fournis doivent être conformes aux normes en vigueur durant l'exécution du présent marché.

6.4: Équivalence de références

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les fournitures livrées doivent être strictement identiques à celles prévues à l'acte d'engagement.

Si de nouvelles fournitures ou des évolutions viennent compléter ou remplacer celles initialement listées, le titulaire du marché en informe sans délai le pouvoir adjudicateur. Il transmet un échantillon, la fiche technique de la fourniture ou tout document permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier la conformité et la qualité du nouveau produit.

Aucune modification de la liste de fournitures ne peut être mise en œuvre sans l'accord express du pouvoir adjudicateur. Elle ne peut générer aucune augmentation de prix. Les modifications approuvées font impérativement l'objet d'un avenant.

Article 7: Confidentialité et propriété des documents techniques

Aucun des documents ou renseignements communiqués par le pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'exécution du marché ne peut être divulgué, sauf autorisation expresse donnée par le pouvoir adjudicateur.

Tous les éléments composants doivent être libres de droit. Tout élément constituant les références du marché est frappé de la mention « ou équivalent, excluant toute empreinte propriétaire ».

Article 8: Prix

Le prix proposé comprend toutes les charges frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de traitement de commande, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à

l'emballage, à l'assurance, écotaxe éventuelle, au transport et tous les frais divers jusqu'au lieu de livraison précisé ci-après.

Le prix est définitif, ferme et forfaitaire. Il est fixé à l'acte d'engagement en €.

Article 9: Modalités de commande

La notification du marché vaut bon de commande de la fourniture.

Article 10: Délais de livraison**10.1: Tête de série**

Vingt-cinq premiers exemplaires de série de tiges guides , dits « têtes de série », seront à soumettre pour validation au représentant du pouvoir adjudicateur avant lancement par le titulaire des séries commandées.

À compter de la date de notification, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours maximum pour livrer les « têtes de série » à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN)
1 rue Faraday
BP 81600

87022 LIMOGES Cedex 09

Les colis comportent impérativement la mention « à livrer au CTA ».

Les 25 exemplaires « têtes de série » font partie de la quantité commandée. La tête de série est soumise à des tests de conformité.

En cas de rejet, le titulaire doit, en accord avec l'administration, proposer une nouvelle tête de série dans un délai le plus court possible sans excéder 10 jours à compter de la notification de la décision de rejet. Les frais consécutifs aux décisions de rejet sont à la charge exclusive du titulaire.

Au total après trois décisions de rejets, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnisation.

Les têtes de séries acceptées par l'administration via courrier ou courriel constituent les pièces de référence pour l'ensemble des 15 000 pièces commandées.

10.2: Délais

Le délai est fixé par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement, toutefois, le délai maximum de fabrication et de livraison est fixé **à 8 semaines à compter de la validation de la tête de série.**

10.3: Lieu, horaires et remise de livraison

Les livraisons s'effectuent exclusivement à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) - 1 rue Faraday – 87000 LIMOGES, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45 – **Centre technique de l'armement (CTA)**.

Les éléments livrés doivent être conformes au présent CCP, et à l'offre faite par le titulaire du marché.

La commande donne lieu à une livraison unique sauf accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande (n°140) du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche, d'autre part, les garanties associées aux produits.

Les opérations de vérification qualitative et de vérification quantitative sont effectuées par le pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze jours après la livraison conformément au CCAG-FCS. Au terme de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission, soit l'admission avec réfaction, soit l'ajournement, soit le rejet des fournitures livrées.

10.4: Prolongation du délai de livraison – sursis de livraison

Conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG de référence, le pouvoir adjudicateur peut accorder une prolongation du délai de livraison ou un sursis de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou relève d'une cause qui n'est pas du fait du titulaire,
- la demande écrite de prolongation de délai ou de sursis de livraison soit faite avant l'expiration du délai de livraison.

Article 11: Paiement**11.1: Facturation**

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Après livraison de la totalité de la commande, le titulaire établit une facture. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- le numéro du bon de commande composé de 10 chiffres (140...)
- le numéro et la date du bon de livraison ;
- la mention « service exécutant » MIOPTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze)
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur –SG/DEPAFI/CPFI - Place Beauvau 75800 PARIS Cedex 08
- les coordonnées du service livré : ECLPN- 1 rue Faraday - 87022 Limoges Cedex 9
- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire
- la domiciliation des paiements
- la date d'émission de la facture
- les références et désignations des fournitures, les quantités livrées et la date de livraison
- le prix hors TVA
- le taux et montant de la TVA
- le montant total TTC.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail Chorus factures de l'État » : <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

Seule une copie de la transmission ainsi faite est adressée à l'ECLPN.

11.2: Avance

Une avance est accordée, sous réserve que le titulaire ne l'ait pas refusée dans l'acte d'engagement, si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande. Par application de l'art. R.2191-7 du Code de la commande publique, si le titulaire est une TPE ou PME, le taux de l'avance est de 30 %.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute automatiquement sur les sommes dues au titulaire ; celui-ci ne doit pas en déduire le montant dans les factures qu'il établit.

11.3: Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global maximum de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement. La demande de paiement doit intervenir après la livraison des prestations.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 12: Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, une clause de réexamen sera appliquée en cas de circonstance que les parties ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et qui modifie de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, elles conviennent par avenant des modalités de prise en charge des surcoûts.

Article 13: Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle,

- P = le montant des pénalités,
- V = la valeur pénalisée, celle-ci étant égale au montant HT de la quantité non livrée (ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable) ,
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 14: Garantie et service après vente

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de leur admission.

Suite à la notification du marché, le titulaire précise quelles sont les personnes à contacter dans le cadre du service après vente. Il est attendu un remplacement ou une réparation de tout produit signalé comme défectueux et ceci même si l'appareil concerné n'a pas encore été réceptionné et analysé par le service qualité du titulaire.

Le remplacement ou la réparation doit avoir lieu dans les plus brefs délais dès que le signalement a été effectué auprès du titulaire.

Article 15: Résiliation

Les conditions et modalités de résiliation définies au chapitre 7 du CCAG de référence sont applicables.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par la personne publique à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 16: Règlement des différends

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

16.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent marché relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

16.2: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent marché qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04 / Téléphone : 01.44.59.44.00 / Télécopie : 01.44.59.46.46 / Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr / Site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>).

Article du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article du CCAG auxquels il est dérogé
14	33

CLAUSES TECHNIQUES

Article 17: Description du produit

Le présent marché a pour objet la fourniture de 15 000 tiges guides de ressort récupérateur pour pistolets SIG SAUER Pro 2022 version allemande (référence SIG SAUER 34290455).

Ces pièces, en matière synthétique, doivent garantir un parfait fonctionnement de l'arme durant, à minima 15 000 tirs, comme préconisé par le fabricant d'origine.